

COMPTES NATIONAUX : PRUDENCE DANS LEUR INTERPRÉTATION

La dernière notification des comptes nationaux par le Statec vient d'être publiée. La CSL souhaite mettre en garde contre une interprétation trop absolue et trop rapide des publications des comptes nationaux qui seront soumis à de nombreuses révisions avant l'obtention des comptes définitifs.

Il ne s'agit pas ici de remettre en cause le travail de qualité réalisé par le personnel du Statec, mais simplement de mettre en garde contre une interprétation trop rapide des comptes nationaux qui ont été publiés et qui ne sont, ainsi que l'indique le Statec, encore que provisoires¹.

En effet, les informations sont intégrées dans les comptes nationaux au fur et à mesure de leur disponibilité. Ainsi, la première version publiée n'est toujours qu'une estimation et « *les résultats renseignés dans les comptes nationaux tendent asymptotiquement vers la réalité* ».

Le tableau ci-dessous reprend les différentes échéances de remise des comptes nationaux par le Statec auprès d'Eurostat. La notification récente ne constitue donc qu'une première estimation de l'année 2009 sur la base des comptes trimestriels, et ce n'est que dans près de quatre années que les chiffres seront considérés comme définitifs.

t + 90 jours :	première estimation de l'année par la somme des 4 trimestres de l'année t tirée des comptes nationaux trimestriels
t + 9 mois :	chiffres provisoires
t + 21 mois :	chiffres provisoires révisés
t + 33 mois :	chiffres semi-définitifs
t + 45 mois :	chiffres définitifs

Source : Statec

Si ces révisions sont tout à fait normales, la CSL a tout de même cherché à déterminer l'incidence de ces révisions sur la vision que l'on pouvait avoir de l'économie entre les premières et dernières notifications. Elle a ainsi observé l'évolution de quelques agrégats majeurs des comptes nationaux au cours des notifications successives durant ces dernières années.

RESUME

Un CSU systématiquement surestimé

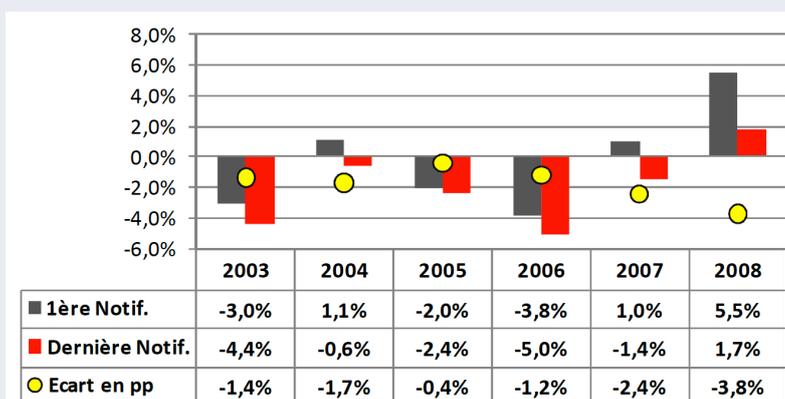
Il ressort de cette analyse que, lors des premières notifications des comptes nationaux pour une année donnée, les estimations du Statec sous-estiment systématiquement le PIB et surestiment presque aussi systématiquement les salaires. Or, ces décalages entre les premières estimations et les résultats finaux ne sont pas sans conséquence sur l'interprétation que l'on peut faire de l'évolution économique ainsi que sur certains indicateurs de « compétitivité » en première instance.

¹ Note sur les statistiques officielles en matière de comptes nationaux et de finances publiques, 20 octobre 2009.

Ainsi, concernant le coût salarial unitaire (CSU) qui rapporte des coûts salariaux à la productivité, le fait de surestimer la rémunération du travail et de sous-estimer le niveau de productivité conduit à augmenter le sentiment de perte de compétitivité, si tant est qu'il y en ait une, voir à sous-estimer les gains de compétitivité par rapport à ceux dont feront état les comptes définitifs.

L'évolution du CSU Réel montre systématiquement une évolution plus favorable de la compétitivité dans les comptes définitifs que lors des premières versions des comptes nationaux, lesquelles sont généralement utilisées à très court terme pour dépendre l'évolution compétitive du pays. On peut ainsi constater qu'entre les premières versions des comptes nationaux et les dernières, le CSU diminue beaucoup plus ou augmente bien moins qu'en première estimation. Notons au passage que si le CSU a augmenté en 2008 de 1,7% dans la version actuelle des comptes nationaux, cette augmentation fait suite à cinq années consécutives de baisses que même une progression en 2009 ne suffira pas à enrayer.

Evolution du CSU par rapport à l'année précédente entre la première et la dernière notification disponible



Source : Statec, calculs CSL (dernière notification des comptes nationaux en octobre 2009)

Note : L'année 2009 n'est pas présentée ici car il ne s'agit que d'une première estimation n'ayant pas encore fait l'objet de révision.

Un solde des administrations publiques toujours sous-estimé

Que ce soit dans les révisions des comptes nationaux ou dans les projections du gouvernement dans ses actualisations du programme de stabilité et de croissance, le solde des administrations publiques est systématiquement et largement sous-estimé :

Solde des administrations publiques							
(Millions d'euros)	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Notif. Avr. 2006	476,9	47,0	-309,4	-551,8			
Notif. Oct 2006	504,6	67,3	-287,0	-292,3			
Notif. Avr. 2007	504,6	108,7	-329,1	-79,0	31,0		
Notif. Oct. 2007	503,7	127,0	-326,1	-32,7	233,5		
Notif. Avr. 2008	503,7	133,1	-337,5	-33,6	439,4	1 072,3	
Notif. Oct. 2008	503,7	119,8	-332,8	-30,4	432,8	1 171,1	
Notif. Avr. 2009	503,7	119,8	-301,0	6,0	460,6	1 322,9	943,7
Notif. Oct 2009	503,7	119,8	-301,0	1,3	460,0	1 378,7	965,2
Ecart entre la dernière notification et la première notification disponible	26,8	72,8	8,4	553,1	429,0	306,4	21,5

Source : Statec, calculs CSL

Solde Administrations publiques (en% du PIB)

		2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
5ème Actualisation	nov-03	2,4%	-0,6%	-1,8%	-2,3%	-1,5%								
6ème Actualisation	nov-04		0,8%	-1,4%	-1,0%	-0,9%	-1,0%							
7ème Actualisation	nov-05			-1,2%	-2,3%	-1,8%	-1,0%	-0,2%						
8ème Actualisation	nov-06					-1,5%	-0,9%	-0,4%	0,1%					
9ème Actualisation	oct-07					0,7%	1,0%	0,8%	1,0%	1,2%				
10ème Actualisation	oct-08						3,2%	2,3%	1,1%	0,8%	1,1%			
11ème Actualisation	janv-10							2,5%	-1,1%	-3,9%	-5,0%	-4,6%	-4,3%	-3,1%
Comptes nationaux		2,1%	0,5%	-1,1%	0,0%	1,3%	3,7%	2,5%						

Source : Actualisations du programme de stabilité et de croissance

Ainsi, en 2006, on s'est alarmé de la situation des finances publiques pour un solde qui est devenu positif entre-temps.

Concernant les finances publiques, le même constat peut être dressé avec une situation finale systématiquement plus favorable qu'initialement estimé.

Un PIB systématiquement sous-estimé

Concernant le PIB, que ce soit en volume ou en valeur, on peut constater que, depuis 2003, celui-ci est systématiquement revu à la hausse.

Les corrections du PIB en volume sont relativement marginales, mais on note tout de même à partir de 2005 une réévaluation substantielle variant entre la première notification et celle d'octobre 2009 de + 0,8% à +2%. Au total, pour la période 2002-2008, le Luxembourg aura connu entre la notification d'avril et celle d'octobre 2009 un surplus de croissance de 1,8 point, soit une croissance annuelle moyenne de 3,9% contre 3,6%. Pour la période 2004-2008, l'écart est même plus important puisque la croissance annuelle moyenne du PIB en volume est passée de 3,9% à 4,4%, soit 0,5 point de croissance annuelle supplémentaire sur les quatre dernières années.

PIB volume

(Millions d'euros aux prix de 2000)

	2002	2003	Variation sur 2002	2004	Variation sur 2002	2005	Variation sur 2002	2006	Variation sur 2002	2007	Variation sur 2002	2008	Variation sur 2002	
Notif. Avr. 2006	23 374,6	23 851,0	2,0%	24 864,5	6,4%	25 867,7	10,7%							
Notif. Oct 2006	23 421,4	23 735,9	1,3%	24 598,5	5,0%	25 573,9	9,2%							
Notif. Avr. 2007	23 421,4	23 735,9	1,3%	24 598,5	5,0%	25 573,9	9,2%	27 162,1	16,0%					
Notif. Oct. 2007	23 480,2	23 972,5	2,1%	25 141,5	7,1%	26 404,2	12,5%	28 019,7	19,3%					
Notif. Avr. 2008	23 480,2	23 972,5	2,1%	25 141,5	7,1%	26 404,2	12,5%	28 019,7	19,3%	29 273,6	24,7%			
Notif. Oct. 2008	23 480,2	23 843,7	1,5%	24 928,0	6,2%	26 220,7	11,7%	27 910,2	18,9%	29 361,7	25,0%			
Notif. Avr. 2009	23 480,2	23 843,7	1,5%	24 928,0	6,2%	26 220,7	11,7%	27 910,2	18,9%	29 361,7	25,0%	29 088,0	23,9%	
Notif. Oct 2009	23 480,2	23 843,7	1,5%	24 892,5	6,0%	26 244,6	11,8%	27 706,8	18,0%	29 500,6	25,6%	29 510,1	25,7%	
Ecart entre la dernière notification et la première notification disponible		105,6		-7,3		28,0		376,9		544,7		227,0		422,1
Ecart entre la dernière notification et la première notification disponible (Pourcentages)		0,5%		0,0%		0,1%		1,5%		2,0%		0,8%		1,5%

Source : Statec, calculs CSL

C'est du côté du PIB en valeur que les redressements sont les plus spectaculaires. Entre 2004 et 2008, les révisions ont été de +1,5% à + 7,3% en 2008. Au total, pour la période 2002-2008, le PIB en valeur a connu une progression passant de 52,8% à 64%, soit 11,2 points supplémentaires, soit une croissance annuelle moyenne de 8,6% par an contre 7,3% dans la précédente notification. Sur la période 2004-2008, durant laquelle ont eu lieu les principales révisions, la croissance annuelle moyenne passe même de 7,4% à 9,4%, soit 2 points de plus !

Dans la dernière version des comptes nationaux, le PIB 2008 est donc de 2,7 milliards plus élevé qu'initialement estimé !

PIB valeur

(Millions d'euros)

	2002	2003	Variation sur 2002	2004	Variation sur 2002	2005	Variation sur 2002	2006	Variation sur 2002	2007	Variation sur 2002	2008	Variation sur 2002
Notif. Avr. 2006	24 028,2	25 683,9	6,9%	27 055,6	12,6%	29 324,5	22,0%						
Notif. Oct 2006	24 081,3	25 606,6	6,3%	26 996,1	12,1%	29 396,4	22,1%						
Notif. Avr. 2007	24 081,3	25 606,6	6,3%	26 996,1	12,1%	29 396,4	22,1%	33 054,8	37,3%				
Notif. Oct. 2007	23 992,3	25 725,6	7,2%	27 439,2	14,4%	30 032,1	25,2%	33 852,4	41,1%				
Notif. Avr. 2008	23 992,3	25 725,6	7,2%	27 439,2	14,4%	30 032,1	25,2%	33 852,4	41,1%	36 137,2	50,6%		
Notif. Oct. 2008	23 992,3	25 834,3	7,7%	27 520,1	14,7%	30 237,1	26,0%	33 921,1	41,4%	36 277,7	51,2%		
Notif. Avr. 2009	23 992,3	25 834,3	7,7%	27 520,1	14,7%	30 237,1	26,0%	33 921,1	41,4%	36 411,1	51,8%	36 662,2	52,8%
Notif. Oct 2009	23 992,3	25 834,3	7,7%	27 455,9	14,4%	30 282,3	26,2%	34 150,4	42,3%	37 465,8	56,2%	39 348,4	64,0%
Ecart entre la dernière notification et la première notification disponible (Millions)	-35,9	150,4		400,3		957,8		1 095,6		1 328,6		2 686,2	
Ecart entre la dernière notification et la première notification disponible (Pourcentages)	-0,1%	0,6%		1,5%		3,3%		3,3%		3,7%		7,3%	

Source : Statec, calculs CSL

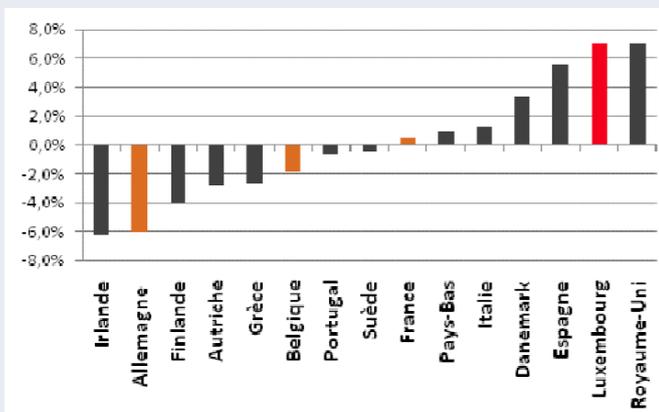
Notons d'ailleurs que le véritable PIB généré en 2008 est bien le PIB en valeur et non le PIB en volume, lequel n'est qu'une estimation du premier aux prix théoriques de 2000. La « richesse réelle » correspondant au « PIB réel » n'est qu'une estimation théorique et le terme réel utilisé par les économistes quelque peu abusif.

Comme nous le mentionnions dans l'Econews consacré à la productivité globale des facteurs (2/2010), par leur travail, les comptables nationaux agrègent les données collectées à prix courants, qui sont, comme le souligne Eurostat, enregistrées sur la base d'informations réelles et tangibles, « dans un cadre comptable, de transactions qui ont eu lieu et dont on peut témoigner. Par contre, les comptes à prix constants décrivent une situation économique d'une année donnée avec les prix d'une autre année »².

Eurostat souligne qu'encore à ce jour, « l'importance croissante du secteur tertiaire dans l'économie, secteur pour lequel la mesure des prix et volumes est insuffisante, peut gravement contrarier la fiabilité et la comparabilité des données de croissance du PIB. »³ Or, il s'agit justement du domaine de spécialisation de l'économie luxembourgeoise et si l'estimation de la croissance du PIB en volume est sujette à caution, a fortiori il en va de même de la « richesse réelle ». Ainsi, seul le PIB nominal constitue une mesure réelle, le PIB en volume n'étant qu'une estimation délicate, particulièrement dans les services.

En outre, comme nous l'indiquions dans l'Econews consacré aux coûts unitaires des facteurs de production (3/2010), inflation et déflateur de PIB (l'outil qui permet de passer du PIB nominal au PIB théorique aux prix de 2000) n'ont aucune relation.

Différentiel de croissance entre le déflateur de PIB et l'inflation (2000-2008)

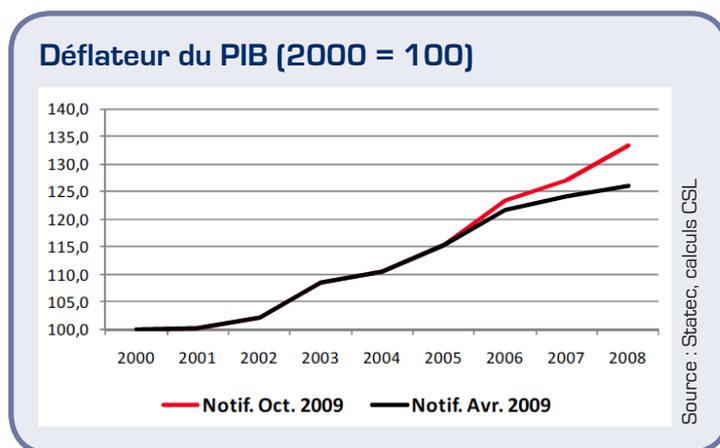


Source : Eurostat, calculs CSL

² Id. p.4

³ Eurostat, « Manuel de la mesure des prix et des volumes dans les comptes nationaux », 2005, p.2.

Ainsi, une augmentation du PIB en valeur plus forte qu'en volume ne doit rien à une augmentation plus forte des prix à la consommation. D'ailleurs, pour s'en convaincre, si le déflateur du PIB a été revu à la hausse pour ces dernières années entre les deux dernières notifications des comptes nationaux, il n'en a rien été pour l'inflation. Une augmentation plus forte du déflateur de valeur ajoutée ne signifie donc pas une perte de pouvoir d'achat supplémentaire pour les ménages, ni même une perte de « compétitivité » pour les entreprises.



Une rémunération des salariés systématiquement surestimée

De son côté, la rémunération des salariés est systématiquement surestimée en première instance. Seule l'année 2006 fait exception, de même que l'année 2008, mais cette dernière ne compte encore que deux notifications. En outre, si pour l'année 2006 nous sommes revenus au niveau initial lors de la dernière notification, deux notifications intermédiaires montraient une sur-estimation de 2,1%.

Rémunération des salariés

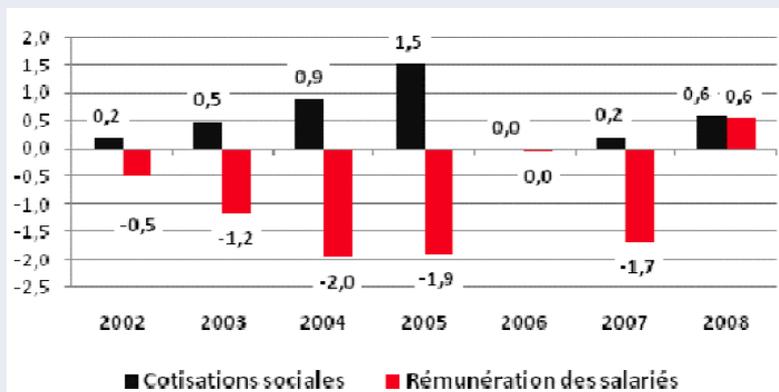
(Millions d'euros)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	
Notif. Avr. 2006	11 922,6	12 373,4	13 195,3	14 214,5				
Notif. Oct 2006	11 884,7	12 343,5	13 173,2	14 086,8				
Notif. Avr. 2007	11 884,7	12 343,5	13 173,2	14 086,8	14 981,2			
Notif. Oct. 2007	11 863,4	12 356,7	13 150,3	14 069,7	15 290,4			
Notif. Avr. 2008	11 863,4	12 356,7	13 150,3	14 069,7	15 290,4	16 512,5		
Notif. Oct. 2008	11 863,4	12 228,2	12 988,1	13 878,4	14 867,5	16 239,6		
Notif. Avr. 2009	11 863,4	12 228,2	12 988,1	13 878,4	14 867,5	16 239,6	17 276,1	
Notif. Oct 2009	11 863,4	12 228,2	12 936,0	13 945,1	14 974,5	16 232,5	17 373,2	
Ecart entre la dernière notification et la première notification disponible (Millions)		-59,2	-145,2	-259,3	-269,4	-6,7	-280,0	97,1
Ecart entre la dernière notification et la première notification disponible (Pourcentages)		-0,5%	-1,2%	-2,0%	-1,9%	0,0%	-1,7%	0,6%

Source : Statec, calculs CSL

Une question demande toutefois réponse : les révisions des comptes nationaux concernant les salaires sont certes toujours à la baisse et de manière conséquente, mais pourquoi les révisions des cotisations sociales le sont-elles dans une bien moindre ampleur et à la hausse ? Ainsi les recettes de sécurité sociale sont-elles presque systématiquement revues à la hausse, tandis que la rémunération des salariés, agrégat duquel les cotisations sociales sont pourtant partie intégrante, est presque systématiquement revue à la baisse, seule l'année 2008 faisant exception. Rappelons si besoin est qu'il ne s'agit toutefois que de données provisoires...

Écart entre la première notification des comptes nationaux disponible et la dernière (Pourcentage)



Source : Statec, calculs CSL

Recettes de la sécurité sociale - Cotisations

(Millions d'euros)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Notif. Avr. 2006	2 562,8	2 723,5	2 869,4	3 063,9			
Notif. Oct 2006	2 575,6	2 738,8	2 893,8	3 100,8			
Notif. Avr. 2007	2 575,6	2 738,8	2 898,3	3 119,1	3 297,2		
Notif. Oct. 2007	2 567,8	2 731,8	2 891,5	3 109,2	3 306,1		
Notif. Avr. 2008	2 567,8	2 733,1	2 892,6	3 110,4	3 307,8	3 632,1	
Notif. Oct. 2008	2 567,8	2 736,5	2 894,2	3 109,6	3 306,5	3 641,0	
Notif. Avr. 2009	2 567,8	2 736,5	2 894,7	3 111,6	3 306,7	3 640,2	3 884,0
Notif. Oct 2009	2 567,8	2 736,5	2 894,7	3 110,3	3 305,9	3 639,4	3 906,8
Écart entre la dernière notification et la première notification disponible	5,0	13,0	25,3	46,4	8,7	7,3	22,8

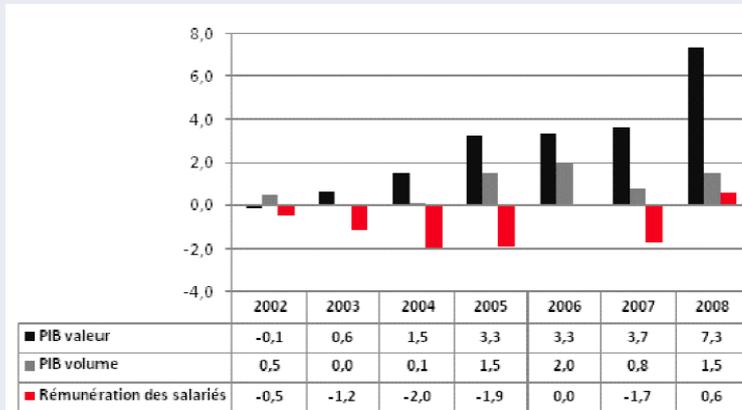
Source : Statec, calculs : CSL

Une progression du coût salarial unitaire systématiquement surestimée

Ces révisions sont somme toute normales dans la mesure où le Statec intègre les informations au fur et à mesure qu'elles arrivent. La CSL souhaite toutefois attirer l'attention sur les conséquences de ce phénomène sur le calcul des indicateurs de compétitivité. **L'Observatoire de la compétitivité publie ainsi sa batterie d'indicateurs sur une seule année et, qui plus est, la dernière année disponible.**

Cette surévaluation quasi systématique de la rémunération des salariés en première instance et la sous-évaluation tout aussi systématique des PIB en volume et en valeur impliquent bien évidemment que l'ensemble des indicateurs de compétitivité se dégradent plus fortement en première instance qu'ils ne le seront finalement.

Écart entre la première notification des comptes nationaux disponible et la dernière (Pourcentage)



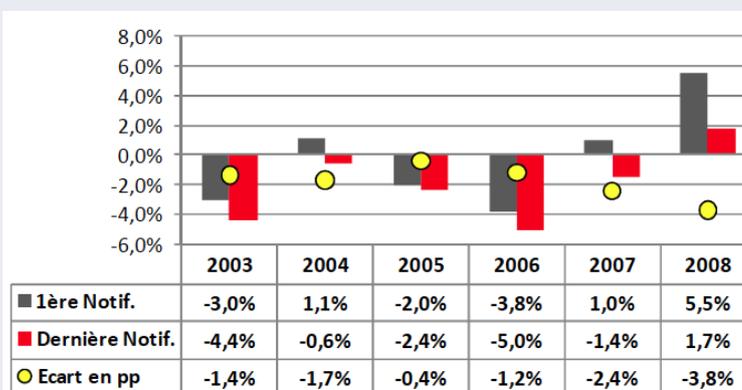
Source : Statec, calculs CSL

Ces révisions modifient donc nettement la lecture à court terme des indicateurs de compétitivité qui utilisent ces agrégats, et ceux-ci sont nombreux : productivité du travail, coûts salariaux unitaires, taux de change effectif réel.

Ainsi pour le CSU Réel, entre la première notification disponible et la notification d'octobre 2009, on note une baisse sensible du CSU par rapport à la première estimation. La correction la moins sensible a eu lieu pour l'année 2005 avec une progression par rapport à 2004 de 0,4 point de pourcentage, mais pour les autres années, les corrections entre les différentes versions des comptes nationaux sont nettement plus sensibles puisque **la variation du CSU par rapport à l'année précédente est systématiquement revue à la baisse de 1,2 à 3,8 points de pourcentage.**

En d'autres termes, la compétitivité s'améliore nettement entre les premières versions des comptes nationaux et les dernières.

Évolution du CSU par rapport à l'année précédente entre la première et la dernière notification disponible



Source : Statec, calculs CSL (dernière notification des comptes nationaux en octobre 2009)

Finances publiques : des excédents systématiquement sous-évalués

Les révisions des comptes nationaux concernent également les finances publiques. **Ainsi, les soldes des administrations publiques ont systématiquement été améliorés et pour des montants conséquents lors des années 2005 à 2007 entourant la tripartite sur les finances publiques de 2006.** Ainsi, pour 2005, l'ensemble des administrations publiques a vu son solde passer d'un déficit de 550 millions d'euros à un équilibre parfait, soit une amélioration du solde de 550 millions entre les différentes versions des comptes nationaux.

Pour l'année 2006, alors que, selon le Gouvernement, le retour automatique à l'équilibre ne s'était pas produit, malgré le retour de la croissance, nous avons là aussi pu assister à une amélioration substantielle du solde qui est passé d'un excédent symbolique de 31 millions à un excédent de 429 millions et, en 2007, l'excédent a même été revu de 1.072 à 1.378 millions.

Solde des administrations publiques							
(Millions d'euros)	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Notif. Avr. 2006	476,9	47,0	-309,4	-551,8			
Notif. Oct 2006	504,6	67,3	-287,0	-292,3			
Notif. Avr. 2007	504,6	108,7	-329,1	-79,0	31,0		
Notif. Oct. 2007	503,7	127,0	-326,1	-32,7	233,5		
Notif. Avr. 2008	503,7	133,1	-337,5	-33,6	439,4	1 072,3	
Notif. Oct. 2008	503,7	119,8	-332,8	-30,4	432,8	1 171,1	
Notif. Avr. 2009	503,7	119,8	-301,0	6,0	460,6	1 322,9	943,7
Notif. Oct 2009	503,7	119,8	-301,0	1,3	460,0	1 378,7	965,2
Ecart entre la dernière notification et la première notification disponible	26,8	72,8	8,4	553,1	429,0	306,4	21,5

Source : Statec, calculs CSL

Parallèlement à ces améliorations des comptes nationaux, il est intéressant de faire le rapprochement avec les prévisions du gouvernement lors de ses différentes actualisations du programme de stabilité et de croissance. Celles-ci sont systématiquement bien plus pessimistes que ne le seront les résultats en fin de compte.

Remarquons en outre que, lors de la 8^e actualisation, contrairement à son habitude, le Gouvernement n'a présenté le solde des Administrations publiques que sur quatre années, ignorant le solde de l'année 2005. Au moment de l'actualisation (novembre 2006), la plus récente notification des comptes nationaux par le Statec affichait un déficit de 1% du PIB pour 2005, finalement ramené à l'équilibre lors des notifications ultérieures.

Notons également que si, en 2006, on ne prévoyait un retour à l'équilibre qu'en 2009, celui-ci s'est finalement opéré dès 2005, soit dès avant la mise en place de mesures d'ajustement budgétaire. Le retour à l'équilibre automatique s'est opéré de lui-même, le déficit n'ayant été que de nature conjoncturelle et pas structurelle, contrairement à ce qu'affirmait le Gouvernement de l'époque.



		Solde Administrations publiques (en% du PIB)												
		2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
5ème Actualisation	nov-03	2,4%	-0,6%	-1,8%	-2,3%	-1,5%								
6ème Actualisation	nov-04		0,8%	-1,4%	-1,0%	-0,9%	-1,0%							
7ème Actualisation	nov-05			-1,2%	-2,3%	-1,8%	-1,0%	-0,2%						
8ème Actualisation	nov-06					-1,5%	-0,9%	-0,4%	0,1%					
9ème Actualisation	oct-07					0,7%	1,0%	0,8%	1,0%	1,2%				
10ème Actualisation	oct-08						3,2%	2,3%	1,1%	0,8%	1,1%			
11ème Actualisation	janv-10							2,5%	-1,1%	-3,9%	-5,0%	-4,6%	-4,3%	-3,1%
Comptes nationaux		2,1%	0,5%	-1,1%	0,0%	1,3%	3,7%	2,5%						

Source : Actualisations du programme de stabilité et de croissance

* * *

Encore une fois, il ne s'agit pas de stigmatiser le travail sérieux fourni par le Statec, mais simplement, suite à la dernière notification des comptes nationaux, de mettre en garde contre une interprétation trop rapide qui pourrait être démentie par la suite. Cette mise en garde vaut également pour l'utilisation de comptes trimestriels qui sont très souvent soumis à des corrections de grande ampleur et connaissent une volatilité encore plus grande que les comptes annuels.

Rappelons que la première estimation que vient de fournir le Statec est basée sur les comptes trimestriels. Aussi, qu'il s'agisse des premières estimations du Statec ou des prévisions gouvernementales, la plus grande prudence est de mise quant à leur analyse.